

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 9 février 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria & Ghana

- [AGOA Extended: Nigeria and Ghana Secure Preferential Access to the U.S. Market;](#)

Nigeria

- [Banking Sector Recapitalization: Progress Update;](#)
- [Nigeria launches telecoms regulatory review to boost the digital economy;](#)
- [Nigeria and Equatorial Guinea plan a new submarine cable to improve connectivity;](#)
- [NIMASA signals expansion of the Deep Blue Project.](#)

Ghana

- [Ghana outlines its post-IMF strategy with plans for an Independent Fiscal Council;](#)
- [Accra reorganises cocoa financing to stabilise a key export sector.](#)

LE CHIFFRE À RETENIR

1er

Lagos est le hub technologique émergent à la croissance la plus rapide en 2025, selon le Global Tech Ecosystem Index (GTEI)

Nigeria & Ghana :

Prolongation de l'AGOA : le Nigeria et le Ghana préservent un accès au marché américain.

Nigeria :

Point d'étape sur la recapitalisation du secteur bancaire ; Le Nigeria ouvre une consultation pour réviser la réglementation des télécoms en vue de soutenir l'économie numérique ; Le Nigeria et la Guinée équatoriale projettent l'installation d'un nouveau câble sous-marin afin d'améliorer la connectivité ; La Nigerian Maritime Administration and Safety Agency annonce renforcer le Deep Blue Project.

Ghana :

Le Ghana prépare l'après-FMI avec un Conseil budgétaire indépendant ; Accra réorganise le financement du cacao pour stabiliser une filière clé des exportations.

Nigeria & Ghana

Prolongation de l'AGOA : le Nigeria et le Ghana préservent un accès privilégié au marché américain

Le 3 février 2026, le Congrès des Etats-Unis a adopté une loi prolongant l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) jusqu'au 31 décembre 2026. L'AGOA offre aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles un accès en franchise de droits au marché des Etats-Unis pour plus de 1 800 produits, en plus des plus de 5 000 produits qui

bénéficient également d'un accès en franchise de droits dans le cadre du programme du Système généralisé de préférences. En vigueur depuis 2000, l'AGOA constitue l'un des principaux instruments des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique et concernait 32 pays éligibles à fin 2024.

Cette extension intervient dans un environnement commercial plus contraignant. Les États-Unis ont instauré un droit de douane universel de 10% en avril 2025, puis un tarif additionnel de 15% sur les exportations nigériaines comme ghanéennes pendant l'été 2025, ce qui aurait renchéri l'accès au marché américain en l'absence de régime préférentiel. Dans ce contexte, la reconduction de l'AGOA offre aux exportateurs une visibilité à court terme et un espace pour sécuriser leurs chaînes de valeur orientées vers l'export, tout en soulignant le caractère transitoire de ce cadre et l'enjeu, pour les autorités, de consolider des conditions d'accès plus durables.

Pour le Ghana, cet accord soutient notamment les exportations de textile-habillement, d'agro-transformation, de dérivés du cacao et de produits manufacturés légers, dont une part significative des débouchés dépend du marché américain. Pour le Nigeria, l'enjeux est plus mesuré, les exportations nigériaines vers les Etats-Unis étant majoritairement des hydrocarbures et minerais (92% en 2024), n'étant pas soumis aux droits de douanes.

Nigeria

Point d'étape sur la recapitalisation du secteur bancaire

À l'approche de l'échéance fixée au 31 mars 2026 pour se conformer aux nouvelles exigences prudentielles, 25 des 38 banques commerciales, d'affaires et islamiques auraient déjà satisfait aux seuils de fonds propres requis. Toujours selon Agusto & Co, environ 2 500 Md NGN ont été levés à ce stade à l'échelle du secteur.

Pour mémoire, la CBN avait annoncé, en mars 2024, un programme de recapitalisation imposant aux banques commerciales avec licence internationale de porter leur capital à 500 Md NGN, contre 200 Md NGN pour les banques nationales et 50 Md NGN pour les banques régionales et d'investissement.

Cette réforme vise à augmenter la taille des banques et leur solidité, afin de les inciter à financer davantage l'économie réelle et ainsi soutenir l'expansion de l'activité, dans un contexte où le ratio crédit/PIB du Nigeria s'élevait à 21% en 2024, contre 33% en moyenne en Afrique subsaharienne.

Le Nigeria ouvre une consultation pour réviser la réglementation des télécoms en vue de soutenir l'économie numérique

[La Commission nigériane des communications \(NCC\) met en consultation la mise à jour de la politique nationale des télécommunications datant de 2000.](#) Cette révision vise à intégrer au cadre juridique les technologies et services numériques émergents tels que l'internet mobile, la finance digitale, le cloud, la 5G et les réseaux non terrestres pour mieux accompagner la croissance du secteur.

Le Nigeria et la Guinée équatoriale projettent l'installation d'un nouveau câble sous-marin afin d'améliorer la connectivité

[Le Nigeria a signé un accord de coopération avec la Guinée équatoriale pour fournir une infrastructure de fibre optique sous-marine visant à renforcer le haut débit, les communications numériques et la coopération régionale en matière de cybersécurité.](#)

L'accord a été signé par Backbone Connectivity Network Nigeria Ltd (BNC), entreprise nigériane agréée par la Commission nigériane des communications (NCC) pour fournir des services d'accès métropolitain à la fibre optique et de transmission nationale longue distance et le ministère des Télécommunications de Guinée équatoriale.

Ce projet vise à renforcer l'infrastructure numérique de la Guinée équatoriale, celle-ci dépendant principalement du câble Afrique-Europe (ACE) pour sa connectivité internationale alors que le Nigeria est relié à sept grands câbles sous-marins internationaux.

Les spécifications techniques et le calendrier de déploiement de cette liaison sous-marine n'ont pas encore été communiqués.

La Nigerian Maritime Administration and Safety Agency annonce souhaiter renforcer le Deep Blue Project

[La Nigerian Maritime Administration and Safety Agency \(NIMASA\), en coopération avec la marine nationale nigériane, annonce considérer l'expansion du projet Deep Blue, lancé en 2021.](#) Ce projet vise à lutter contre la piraterie, les vols en mer, la pêche illégale et d'autres crimes maritimes dans les eaux territoriales du Nigeria et dans le golfe de Guinée. L'extension et le renforcement de ce projet pourraient conduire à attirer davantage d'investissements dans l'économie bleue du pays.

Le Ghana prépare l'après-FMI avec la création d'un Conseil budgétaire indépendant

À l'approche de la fin du programme du Fonds monétaire international (FMI), plus tard cette année, le vice-ministre des Finances ghanéen, Thomas Nyarko Ampem, a annoncé la création prochaine d'un Conseil budgétaire indépendant, présenté comme un instrument destiné à renforcer la gouvernance des finances publiques.

Selon les autorités, cette instance devrait être composée d'experts ghanéens nommés au niveau national et exercer un rôle consultatif en matière de surveillance des finances publiques et d'orientation des choix budgétaires. L'objectif affiché est de renforcer la supervision domestique, l'appropriation nationale de la politique budgétaire et la stabilité macroéconomique à long terme.

Cette annonce s'inscrit dans la volonté affichée de prolonger les réformes engagées dans le cadre du programme du FMI et intervient dans un contexte où les priorités économiques du pays portent notamment sur les infrastructures et l'énergie.

Accra réorganise le financement du cacao pour stabiliser une filière clé des exportations

Face aux tensions de trésorerie affectant le Ghana Cocoa Board (COCOBOD), organisme public chargé de l'achat et de la commercialisation du cacao, les autorités ghanéennes ont annoncé des mesures visant à sécuriser le paiement des producteurs et à stabiliser la chaîne d'approvisionnement d'un secteur clé pour les exportations.

Le ministre des Finances a déclaré avoir instruit le COCOBOD de procéder au paiement immédiat des producteurs concernés par des arriérés. En parallèle, les acteurs de la filière appellent à la mise en place d'un dispositif de financement permettant d'assurer l'achat d'environ 300 000 tonnes de cacao d'ici septembre, afin de fluidifier les transactions entre producteurs, acheteurs agréés et exportateurs.

Selon la direction du COCOBOD, plus de 530 000 tonnes ont déjà été vendues au cours de la campagne en cours, tandis qu'environ 50 000 tonnes restent en stock chez les producteurs, dans un contexte de forte volatilité des marchés et de chute significative des cours mondiaux des fèves.

L'institution travaille avec le ministère des Finances à la définition d'un nouveau modèle de financement destiné à remplacer le prêt syndiqué historique, afin de renforcer la résilience financière du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

axel.robin@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtrésor.gouv.fr